



À l'Assemblée nationale, le 1^{er} octobre, Barnier présente sa politique de guerre contre les travailleurs

Barnier a été très clair : « *Mon premier engagement sera de ramener le déficit à 5 % du PIB en 2025 et à remettre le pays sur la bonne trajectoire pour revenir à 3 % en 2029, dans le respect de nos engagements européens.* »

Conclusion : il faut couper massivement dans les dépenses publiques. « *En 2025, les deux tiers de l'effort de redressement viendront de là. Réduire les dépenses, c'est renoncer à l'argent magique, à l'illusion du tout-gratuit, à la tentation de tout subventionner* », a déclaré Barnier. « *L'argent magique* », « *le tout-gratuit* », il fallait oser !

Couper dans les dépenses, c'est aussi réduire le nombre d'agents de la fonction publique au nom de « l'efficacité de la dépense publique » en faisant « la chasse aux doublons » et « aux inefficacités ».

Quant aux plus riches et aux capitalistes, ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles : leur contribution correspondra à un tiers de l'effort total. Il s'agira « *d'une participation au redressement collectif des grandes entreprises qui réalisent des profits importants* » (8 milliards) et « *d'une contribution exceptionnelle aux Français les plus fortunés* » (3 milliards).

Mais de qui se moque Barnier ? Non seulement, en 2023, **les bénéficiaires nets cumulés des plus grandes entreprises françaises du CAC 40 ont atteint 123,9 milliards d'euros**, mais en plus, il n'est pas question pour le gouvernement de revenir au taux d'imposition des entreprises d'avant 2022, soit 33,3 %.

Même ces timides mesures de taxation des plus riches, c'est encore trop ! Dans le camp macroniste, certains font planer le risque d'une censure du gouvernement Barnier s'il osait proposer une augmentation des impôts.

Le patron du Medef ne dit pas autre chose en exigeant du gouvernement qu'il s'oriente vers « *des économies massives, structurelles et immédiates sur ses dépenses courantes avant de céder à la facilité d'augmenter ses recettes par la pression fiscale.* »

« *Des économies massives* », sauf bien sûr dans le **budget de la guerre**. Rappelons que 413 milliards d'euros ont été votés en 2023 pour la loi de programmation militaire, soit **une augmentation de 40 %** par rapport à la précédente (sans compter les crédits exceptionnels pour la guerre en Ukraine).

Dehors Macron et son gouvernement !

Les milliards pour les services publics, pas pour la guerre !

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,
BP 27, 93101 Montreuil Cedex.

Accédez au site du Parti des travailleurs en flashant le QR Code

